



Canada Development  
Investment Corporation

La corporation de développement  
des investissements du Canada

**LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES  
INVESTISSEMENTS DU CANADA**

**PLAN D'ENTREPRISE  
SOMMAIRE  
2015-2019**

**Et**

**BUDGET DES INVESTISSEMENTS 2015**

**octobre 2014**

## PLAN D'ENTREPRISE SOMMAIRE

### TABLE DES MATIÈRES

1.0	RÉSUMÉ .....	3
2.0	MANDAT ET ROLE FUTUR	
2.1	Gouvernance d'entreprise.....	6
3.0	PROFIL DE LA SOCIÉTÉ.....	8
4.0	RÉALISATIONS DE LA SOCIÉTÉ.....	9
4.1	Évaluation des résultats de 2014.....	9
4.2	Analyse du milieu d'affaires externe .....	10
5.0	OBJECTIFS ET STRATÉGIES POUR LA PÉRIODE DE 2015 À 2019.....	12
5.1	Société de gestion Canada Hibernia .....	12
5.2	Corporation d'investissement GEN du Canada .....	13
5.3	Canada Eldor Inc. ....	14
5.4	Le programme d'examen de la gestion des biens de l'État et les mandats de dessaisissement .....	15
5.5	Risques et atténuation du risque .....	16
6.0	SECTION FINANCIÈRE .....	18
6.1	Aperçu financier pour 2014.....	18
6.2	Rapports financiers trimestriels.....	18
6.3	Principales hypothèses des prévisions financières.....	18
6.4	Budget des investissements .....	20

Tableau 1 – Bilan pro forma de la situation financière

Tableau 2 – État pro forma des flux de trésorerie

Tableau 3 – État pro forma des variations des capitaux propres

Tableau 4 – État pro forma du résultat global

Annexe A – Organigramme et conseil d'administration

Annexe B - Plan d'entreprise de la Société de gestion Canada Hibernia pour la période de 2015 à 2019

## 1.0 RÉSUMÉ

### QUI NOUS SOMMES

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « société » ou la « CDEV ») a été constituée en société en 1982 conformément aux dispositions de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et elle appartient en totalité à Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La CDEV est une société d'État mandataire visée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (« GFP ») et n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. La CDEV rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Finances (« le ministre »). Au cours de l'année 2013, la société a changé son image de marque de « CDIC » à « CDEV ». La CDEV possède trois filiales en propriété exclusive soit la Société de gestion Canada Hibernia (« SGCH »), Canada Eldor Inc. (« CEI ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

### CE QUE NOUS FAISONS

**La vision** de la CDEV : être la ressource principale au Gouvernement du Canada en matière d'évaluation, de gestion et de dessaisissement à l'égard de ses actifs commerciaux.

**La mission** de la CDEV : agissant au nom du ministre des Finances dans les meilleurs intérêts du Canada, la CDEV contribue un excellent jugement d'affaires en matière d'affaires commerciales dans l'évaluation, la gestion et le dessaisissement des actifs du Gouvernement du Canada.

Les activités de la CDEV sont dictées en fonction des priorités du gouvernement à la suite de discussions et de mandats reçus du ministre des Finances ainsi que des orientations politiques et budgétaires du gouvernement. La CDEV a toujours eu pour rôle de veiller à ce que les intérêts du gouvernement dont elle a la garde soient gérés dans une perspective commerciale. À ce jour, la société a assuré la gestion et la vente d'une quinzaine de sociétés pour le compte du gouvernement, ce qui représente un produit total de plus de quatre milliards de dollars. La CDEV gère la participation du gouvernement du Canada dans le projet pétrolifère Hibernia, les actions privilégiées et ordinaires dans General Motors (« GM ») et les obligations de CEI.

De plus, la CDEV continue d'obtenir, pour le compte du ministre des Finances, des mandats relatifs à l'examen de la gestion des actifs du gouvernement du Canada en faisant l'analyse financière, juridique et technique de ces actifs pour assurer une utilisation des ressources efficiente, efficace et centrée sur les priorités. La CDEV maintient l'habileté de se dessaisir de ses actifs actuels et d'acquérir ou de se dessaisir de toute autre participation gouvernementale à la demande du ministre des Finances. En fin d'année 2012, on a annoncé que la CDEV agirait comme mandataire du gouvernement dans la vente de Ridley Terminals Inc. (« RTI »), une société d'état fédérale sise en Colombie-Britannique. En 2013, on a annoncé que la CDEV agirait comme mandataire du gouvernement pour la vente possible d'une partie de la

Réserve fédérale de charbon (« RFC ») en Colombie-Britannique. Des conseillers techniques et financiers ont été embauchés pour ces dessaisissements potentiels.

## ACTIVITÉS RÉCENTES

GEN détient toujours environ 110 millions d'actions ordinaires et 16 million d'actions privilégiées série A de GM. En 2014, GM a commencé à verser des dividendes sur ses actions ordinaires. Les prévisions de versement de dividendes pour 2014 sont de 1,20 dollar US par action. La CDEV s'attend à ce que d'ici la fin de 2014, GM rachète les actions privilégiées de GEN pour un montant de 403 millions de dollars US. La valeur des actions ordinaires de GM a diminué de façon substantielle passant de 40,87 dollars US à la clôture de l'exercice 2013, à 31,93 dollars US au 30 septembre 2014.

La CDEV a continué d'être active dans le programme d'examen des actifs du Gouvernement du Canada (« PEA »). La CDEV a été active dans son rôle de mandataire pour la vente de RTI et de la RFC en 2014.

La participation de la Société de gestion Canada Hibernia (« SGCH ») dans le projet pétrolière Hibernia continue d'offrir un très bon rendement. Au-delà des opérations courantes, l'enjeu majeur a été la mise en œuvre et le développement du secteur unitaire de l'extension sud du champ Hibernia. D'importants progrès ont été accomplis au cours de l'exercice 2014 eu égard à la négociation d'un système de transport pétrolier à l'échelle du bassin, ce qui procurera à la SGCH des services de transport pour sa quote-part de pétrole brut.

CEI continue de gérer les obligations découlant des activités antérieures d'Eldorado Nucléaire, dont les actifs ont été fusionnés à ceux de la Saskatchewan Mining and Development Corporation en 1988 pour former la Corporation Cameco. CEI continue de payer les coûts futurs relatifs au déclassement de l'ancien site minier Beaverlodge et les prestations de retraite de certains anciens employés.

La CDEV, conformément à ses obligations sous la Loi sur la gestion des finances publiques, a tenu son assemblée publique annuelle le 19 août 2014 à Vancouver, Colombie-Britannique.

## PRÉVISIONS QUINQUENNALES

La CDEV continuera à suivre attentivement l'évolution du marché des actions de GM, à gérer de façon commerciale ses titres en fonction des énoncés politiques du gouvernement et à vendre ces actions au moment opportun. La CDEV prévoit que GM rachètera les actions privilégiées série A d'une valeur de 16 millions de dollars en décembre 2014, bien qu'elle n'y soit pas tenue. Dans l'intervalle, la CDEV s'attend à continuer de toucher des dividendes de 9 % sur ces actions privilégiées. La CDEV s'attend à ce que GM continue de verser un dividende trimestriel de 0,30 dollar US par action ordinaire bien que cette décision est à la seule discrétion du conseil d'administration de GM.

La SGCH a été créée en mars 1993 aux seules fins de détenir, gérer, administrer et opérer une quote-part directe de 8,5 % du projet pétrolière Hibernia. L'objectif

principal de la SGCH est de gérer l'investissement de l'actionnaire dans le projet Hibernia et dans les autres développements reliés au projet Hibernia afin de protéger l'intérêt de l'actionnaire et d'en maximiser le rendement dans la mesure du possible. Ces objectifs relèvent d'une équipe de direction chevronnée basée à Calgary. Le rôle de la CDEV est de maintenir cet actif en bon état advenant la décision du Canada de se dessaisir de cet actif; si le Canada décidait de se dessaisir de cet actif la CDEV devra prendre toutes les mesures appropriées pour donner effet à une telle décision.

Au cours de 2015, la CDEV prévoit poursuivre ses activités de mandataire dans le dessaisissement potentiel d'actifs du gouvernement. La société ne croit pas conclure de transaction en 2014. Des conseillers financiers et des experts techniques ont été embauchés pour ces activités. La CDEV considère que tous les honoraires de consultation et de transaction encourus à titre de mandataire seront recouverts à même les produits des ventes une fois celles-ci conclues; cependant aucun recouvrement de coûts n'a été prévu aux prévisions financières.

CEI, par le biais de Cameco le gestionnaire et détenteur de la licence d'exploitation du site minier Beaverlodge, continue de gérer les propriétés pour lesquelles elle a reçu des licences. Des projets ont été entrepris afin d'atteindre le but de transférer les terrains au programme de contrôle institutionnel du gouvernement de la Saskatchewan d'ici dix ans. Les coûts totaux anticipés de ces projets et des frais afférents est d'environ 16 millions de dollars. CEI continuera de payer à Cameco certains frais de gestion relatifs au site minier Beaverlodge ainsi que les paiements des prestations de retraite des anciens employés.

Le programme d'examen de la gestion des biens de l'État se poursuit et la CDEV conservera sa capacité de gestion pour être en mesure d'exercer les rôles et les tâches que lui confiera le ministre des Finances. Le rôle premier de la CDEV est d'élaborer, en collaboration avec le personnel du ministère des Finances, des énoncés de travaux précis, de mener un processus rigoureux et équitable de sélection des experts conseils, de gérer les relations avec les experts conseils et les équipes de gestionnaires des actifs faisant l'objet de l'examen, et de veiller à ce que des rapports éclairants soient produits en temps opportun et servent de fondement rigoureux aux décisions du gouvernement.

## 2.0 MANDAT ET ROLE FUTUR

Les statuts constitutifs de la CDEV lui confèrent un vaste mandat. La CDEV a été constituée en société pour agir comme outil commercial de placement gouvernemental dans des titres de participation et gérer les avoirs commerciaux du gouvernement. La CDEV a comme objectif principal d'exercer toutes ses activités au mieux des intérêts du Canada, dans une perspective commerciale.

Au mois de novembre 2007, le ministre des Finances a écrit au président du conseil d'administration pour l'informer que la CDEV « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent à ses capacités, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ».

### 2.1 Gouvernance d'entreprise

La gestion de la CDEV est assurée par une équipe établie à Toronto et dirigée par le vice-président exécutif, qui travaille en étroite collaboration avec des conseillers, des avocats ainsi qu'avec les membres du conseil d'administration et ceux de la direction des filiales en vue d'assurer la bonne marche de la société et de ses filiales. Relevant du vice-président exécutif, la société compte six employés à temps plein et trois contractuels. La SGCH a une direction distincte expérimentée dans l'industrie pétrolière installée à Calgary. Un des conseillers juridiques externes de la société agit également comme secrétaire corporatif de la CDEV.

La CDEV fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Finances. Le conseil d'administration de la CDEV surveille et supervise les activités et les affaires de la corporation. À l'heure actuelle le conseil d'administration de la CDEV est composé du président et de six autres administrateurs. Les statuts constitutifs prévoient un maximum de onze administrateurs. L'annexe « A » présente l'organigramme de la corporation et la liste actuelle des membres du conseil d'administration et des dirigeants de la CDEV. Tous les membres du conseil d'administration sont indépendants de la direction de la CDEV. Le conseil d'administration s'acquitte de ses responsabilités envers les états financiers par le biais de son comité de vérification. La gouvernance d'entreprise relève du comité de mise en candidature et de gouvernance qui examine les pratiques de la CDEV en matière de gouvernance dans le but d'y apporter continuellement des améliorations et de répondre à de nouveaux besoins. En 2014 la CDEV a mis en place un code de conduite révisé à l'intention des employés et des agents contractuels. Le comité de mise en candidature et de gouvernance prête en outre son concours lorsqu'il s'agit d'établir la composition et la structure du conseil d'administration et de recommander au gouverneur en conseil des candidats aux postes de membre et de président du conseil d'administration. La CDEV continuera de suivre attentivement l'évolution des directives en matière de gouvernance et des pratiques exemplaires du secteur public, et elle changera au besoin ses propres pratiques de gouvernance. La présence des administrateurs de la CDEV aux réunions du conseil et des comités est exceptionnelle

et chaque administrateur consacre un temps raisonnable à la bonne gouvernance de la société en dehors des réunions du conseil.

Les bonnes communications avec le gouvernement et le public s'effectuent par le biais du plan d'entreprise et le sommaire du plan d'entreprise approuvés par le conseil d'administration, le rapport annuel, les rapports trimestriels intérimaires, le site web corporatif et l'assemblée publique annuelle. De plus des réunions ponctuelles avec le ministre des Finances et des fonctionnaires du gouvernement du Canada ont lieu de temps à autre au besoin.

### 3.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

La CDEV a été constituée en société en 1982. La société a pour rôle de s'assurer que les intérêts du gouvernement sont gérés dans une perspective commerciale et qu'il en soit plus efficacement rendu compte. Au fil des ans, la CDEV a reçu du ministre des Finances (« le ministre ») la responsabilité de détenir, de gérer ou de se dessaisir de plusieurs actifs. Depuis 1984, la société s'est dessaisie avec succès d'actifs qui ont rapporté au gouvernement plus de 4,4 milliards de dollars.

La CDEV possède trois filiales en propriété exclusive soit la Société de gestion Canada Hibernia (« SGCH »), Canada Eldor Inc. (« CEI ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

En 2008, à la demande du ministre, la CDEV a constitué en société une nouvelle filiale, PPP Canada Inc. (« PPP »); elle lui a accordé un prêt de démarrage et a assuré ses services de gestion. Le 8 mai 2008, PPP est devenu une société d'État mère. Par conséquent, même si la CDEV en est toujours l'unique actionnaire, PPP ne relève plus d'elle et rend compte directement au parlement par l'entremise du ministre des Finances.

La CDEV embauche des agents contractuels et des conseillers externes afin d'accroître ses capacités sur des projets précis. La firme Rothschild continue d'être retenue à titre d'expert-conseil, pour gérer les investissements faits dans GM. La CDEV a embauché la firme Macquarie Capital Markets comme conseiller financier pour notre mandat de vente de RTI et Morgan Stanley comme conseiller financier pour le mandat de vente potentielle de RFC. La CDEV embauche également des conseillers juridiques et des experts techniques pour ses rôles de mandataire dans les dessaisissements. D'autres conseillers sont aussi embauchés au besoin pour les projets liés à l'examen de la gestion des biens de l'État.



## 4.0 RÉALISATIONS DE LA SOCIÉTÉ

### 4.1 Évaluation des résultats de 2014

De la comparaison entre les réalisations de la CDEV en 2014 et les objectifs énoncés dans son plan d'entreprise pour la période allant de 2014 à 2018, il ressort ce qui suit.

**Objectifs en 2014** – Les objectifs principaux de la CDEV sont de gérer d'une façon commerciale les intérêts du gouvernement qui lui sont confiés. Les principaux domaines d'activités pour 2014 et les années subséquentes sont les suivants:

- Gérer la participation directe de la CDEV dans le projet pétrolifère Hibernia par l'entremise de la filiale SGCH et veiller à ce que cet actif soit prêt pour un dessaisissement au moment opportun.
- Gérer de façon commerciale les investissements dans GM par l'entremise de la filiale GEN tout en prenant en considération les énoncés politiques du gouvernement et veiller à ce que ces actifs soient prêts pour la vente lorsque les conditions de marché et autres seront propices pour un tel dessaisissement.
- Agir à titre de mandataire du gouvernement dans la vente possible de RTI et de la RFC. Pour mener à bien ces projets, la CDEV a embauché des contractuels et des conseillers experts dans ce domaine.
- Continuer de gérer les parties du programme d'examen de la gestion des biens de l'État qui lui sont assignées par le ministre.
- Gérer les activités afin de maintenir la capacité d'accomplir toutes les tâches qui sont confiées à la CDEV d'une façon efficace. Ceci inclus l'utilisation de conseillers et d'experts contractuels pour entreprendre des projets spécialisés et de courte durée.
- Demeurer disponible et prête à répondre aux besoins du gouvernement pour quelque nouveau besoin compte tenu des compétences et de l'expertise de la CDEV

### Réalisations en 2014

- a) La CDEV, à titre d'actionnaire, a continué de gérer la participation directe de 8,5 % détenue dans le projet pétrolifère Hibernia et ses projets de développement connexes. La participation directe de la CDEV est gérée par l'entremise de la filiale SGCH. Au 30 septembre 2014, la SGCH avait versé à la CDEV un montant de 97 millions de dollars en dividendes; on estime des dividendes totaux de l'ordre de 134 millions de dollars pour l'année 2014, ce qui était prévu au plan d'entreprise.
- b) La CDEV a continué de gérer le placement qu'elle détient dans les actions ordinaires et les actions privilégiées de GM. Ce placement est géré par l'entremise de la filiale GEN. En date de la fin du mois de septembre, aucune

action ordinaire de GM n'a été vendue. La valeur marchande actuelle des 110 millions d'actions encore détenues a diminué de 4,8 milliards de dollars au 31 décembre 2013 à approximativement 3,9 milliards de dollars au 31 septembre 2014. Le prix des actions ordinaires de GM a diminué de 40,87 dollars US par action au 31 décembre 2013 à 31,93 dollars US au 30 septembre 2014. La CDEV retient toujours les services de conseillers juridiques et financiers pour gérer la stratégie de dessaisissement et pour être en mesure de réagir à toute occasion de vente.

En 2014, GEN s'attend à recevoir 36 millions de dollars US (40 millions de dollars canadiens) en dividendes sur les actions privilégiées de GM et 132 millions de dollars US (146 millions de dollars canadiens) en dividendes sur les actions ordinaires de GM. GEN prévoit que GM rachètera ses actions privilégiées pour un montant de 25 dollars US par action privilégiée. GEN prévoit déclarer un dividende de 403 millions de dollars US à la suite du rachat des actions privilégiées par GM.

- c) La CDEV a poursuivi son travail dans le cadre du PEA. Le travail dans le cadre du PEA consiste à: établir les énoncés des travaux, lancer les demandes d'offres de services, choisir et retenir les services des conseillers externes, collaborer avec les experts conseils et les gestionnaires de l'entité examinée, surveiller le travail des experts conseils et réviser le rapport final avec le ministère des Finances.
- d) Au cours de l'exercice 2014, la CDEV a poursuivi son rôle de mandataire pour la vente de RTI en travaillant en étroite collaboration avec les conseillers financiers Macquarie ainsi qu'avec des conseillers légaux, techniques et autres. Il y a eu des progrès avec certaines composantes du projet. Un plan de vente n'a pas été finalisé.

Au cours de 2014, la société a poursuivi son travail relatif à un second mandat de dessaisissement à titre de mandataire du gouvernement pour la vente d'une partie de la réserve fédérale de charbon. Un processus de vente n'a pas encore été finalisé.

- e) Cameco continue de surveiller et de gérer le site Beaverlodge et fournit à CEI des factures mensuelles des frais engagés. CEI a acquitté ces factures après les avoir examinées. Les paiements à Cameco pour 2014 sont estimés à 3 millions de dollars. CEI estime avoir à verser environ 200 000 dollars au cours de l'année au titre des réclamations et des cotisations au régime d'avantages sociaux des retraités.

## 4.2 Analyse du milieu d'affaires externe

La gestion continue des actifs de la CDEV sera assujettie en partie aux conditions du marché qui touchent la société ou l'investissement en cause.

La charge de travail de la CDEV est difficile à prévoir car elle dépend de façon importante des demandes du ministre des Finances relatives au programme d'examen de la gestion des biens de l'état ou des mandats de dessaisissement.

Les deux actifs faisant l'objet des mandats de dessaisissement sont intimement liés à l'industrie du charbon; conséquemment la variabilité des prix du charbon a une incidence importante sur leur performance. Les prix du charbon ont été à la baisse en 2013 et ont continué leur faiblesse au cours de 2014. De plus, afin d'assurer le succès d'une vente de l'un ou l'autre de ces actifs, il est nécessaire d'initier de bonnes relations et d'interagir et de conclure des ententes avec d'autres intervenants tels des propriétaires adjacents, les Premières Nations, des propriétaires ou d'autres gouvernements. La capacité de conclure des ententes satisfaisantes avec ces intervenants a un impact important sur la réussite potentielle des rôles de mandataire de la CDEV.

Les prix mondiaux du pétrole brut, et plus particulièrement celui du pétrole brut de référence Brent, le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain, le rythme de production, le programme des investissements, les frais d'exploitation et la performance du réservoir sont tous des éléments qui ont une incidence sur le rendement de la SGCH. Toutefois, compte tenu de la structure de coûts relativement peu élevée du projet Hibernia, des fluctuations du prix du pétrole brut et des fluctuations de taux de change, la viabilité du projet n'est pas compromise.

Les fluctuations de cours des marchés boursiers et du taux de change US/CAN ont une incidence sur la valeur actions ordinaires de GM. La variation du taux de change US/CAN a une incidence sur la valeur des actions privilégiées de GM détenues par GEN. Les actions privilégiées ne peuvent être rachetées par GM avant décembre 2014, moment auquel la CDEV croit qu'elles seront rachetées par GM. Afin de réduire son exposition au risque de change, la CDEV reçoit et paie les dividendes de GEN en dollars US. La société croit que GM continuera à verser des dividendes sur les actions ordinaires bien que cette décision relève de façon discrétionnaire du conseil d'administration de GM.

Les obligations financières de la CEI envers Cameco pourraient être affectées à la lumière des modifications réglementaires en cours apportées plus particulièrement par la Commission canadienne de sûreté nucléaire et le gouvernement de la Saskatchewan.

## 5.0 OBJECTIFS ET STRATÉGIES POUR LA PÉRIODE DE 2015 À 2019

### La Corporation de développement des investissements du Canada

Les principaux objectifs de la CDEV découlent de son mandat qui est de gérer les intérêts commerciaux du gouvernement qui lui sont confiés dans une perspective commerciale. Les principaux enjeux de la CDEV pour 2015 et les années subséquentes sont les suivants :

- Gérer les intérêts dans le projet pétrolifère Hibernia par le biais de la filiale SGCH et s'assurer que cet actif soit disponible à la vente lorsque le gouvernement le jugera opportun.
- Gérer, par le biais de GEN, les intérêts dans GM dans une perspective commerciale tout en prenant en ligne de compte les énoncés politiques du gouvernement et s'assurer que ces avoirs soient disponible à la vente lorsque le marché et les autres conditions seront propices à une telle vente.
- Agir à titre de mandataire du gouvernement dans la vente possible de RTI et de la RFC. Ces efforts devraient se poursuivre en 2015. Afin d'entreprendre ces projets, la CDEV a embauché des contractuels et compte sur ses conseillers et aviseurs qui possèdent une expertise dans ce domaine.
- Poursuivre l'implication de la CDEV dans le programme d'examen des actifs selon les demandes du ministre des Finances.
- Gérer les activités de façon à maintenir la disponibilité et l'habileté de la CDEV à assumer toutes ses tâches de façon efficace. Ceci inclut l'embauche d'experts conseils contractuels et de conseillers externes pour entreprendre des projets spécialisés et de courte durée.
- Poursuivre l'identification et la mise en place de nouvelles façons pour réduire les dépenses d'exploitation qui relèvent de la CDEV mais qui n'ont pas d'incidence sur la performance en vertu des mandats qui lui sont confiés.
- Demeurer disponible et prêt pour entreprendre toute tâche future requise par le gouvernement compte tenu des aptitudes et de l'expertise de la société.

Le paragraphe 6.3 décrit les principales hypothèses financières sous-jacentes aux états financiers pro forma et aux tableaux inclus au sommaire du plan d'entreprise.

### 5.1 Société de gestion Canada Hibernia

L'annexe « B » présente les renseignements détaillés relatifs aux objectifs et aux stratégies de la SGCH. À un haut niveau, il est à noter qu'on s'attend à ce que le volume de ventes de 3,14 millions de barils de pétrole prévu pour l'exercice 2015 soit inférieur à celui de 2013 (4,30 millions de barils) et aux prévisions de 2014 (3,66 millions de barils), ce en raison d'une diminution de production du champ pétrolifère, de la quote-part de production de la SGCH et du fait que l'exercice 2013 a été une

année de production extraordinairement élevée. Les dividendes diminueront en 2015 à un montant de 69 millions de dollars comparativement à 134 millions de dollars en 2014 en raison de la baisse des prix du pétrole brut, d'une augmentation des dépenses en immobilisations, d'une diminution de l'encaisse disponible dû à des ajustements d'encaisse et à une moindre mesure d'un niveau moins élevé de flux de trésorerie lié à l'exploitation.

## 5.2 Corporation d'investissement GEN du Canada

GEN détient environ 7 % des actions ordinaires de GM. À la fin de 2014 il est prévu que GM rachètera les actions privilégiées de catégorie A à dividende cumulatif détenues par GEN pour un montant de 403 millions de dollars US. Les produits de ce rachat devraient être distribués au gouvernement peu après. Les cadres et le conseil d'administration de GEN surveillent la gestion de cet investissement. La CDEV embauche des experts-conseils externes afin de l'aider dans l'analyse de cet investissement.

Le mandat de la CDEV est de nature commerciale. Par conséquent, la société GEN prendra les mesures nécessaires pour céder sa participation dans GM de façon commerciale et en lien avec les énoncés de politique du gouvernement. Le gouvernement a mis en place des décrets pour donner effet à la vente de ces investissements.

**Prix de l'action de GM depuis le PAPE**



Après le mois de décembre 2014, on s'attend à ce que GEN ne reçoive plus de dividendes sur les actions privilégiées à chaque trimestre. En 2014 GEN a reçu des dividendes sur les actions ordinaires qu'elle détient.

Le cours des actions ordinaires de GM sur les marchés boursiers ne s'est pas bien comporté en 2014. Après avoir atteint un cours de plus de 42 dollars US l'action à la fin de 2013, le cours de l'action ordinaire de GM s'est affaibli au premier et deuxième trimestres de 2014 à un creux de près de 32 dollars US l'action. La société continue de suivre de près le cours et l'activité de marché du titre ainsi que la performance opérationnelle et les perspectives d'avenir de GM avec l'aide de ses conseillers financiers afin d'identifier des occasions appropriées de vente. Notre participation

représente moins de 7 % des actions ordinaires en circulation de GM et les actions bénéficient d'un marché très liquide.

Compte tenu de l'incertitude reliée au moment précis d'une vente des actions de GM GEN n'a pas prévu pour les fins des états financiers pro forma pour la période du plan d'entreprise de ventes d'actions ordinaires de GM. GEN envisage la possibilité de se prévaloir d'activités de couverture mais à ce jour n'a pas entrepris de telles activités.

### **5.3 Canada Eldor Inc.**

CEI a des obligations relativement à la remise en état d'une mine d'uranium désaffectée d'Eldorado Nuclear dans le nord de la Saskatchewan et au paiement des coûts relatifs au régime d'avantages sociaux des anciens employés. La CEI est aussi partie défenderesse à un recours collectif datant de plusieurs années dans la région de Deloro en Ontario.

#### **5.3.1 CEI - Remise en état des lieux (Beaverlodge Lake, Saskatchewan)**

Beaverlodge est un ancien site d'extraction d'uranium où a cessé toute production avant que les éléments d'actif d'Eldorado ne soient vendus à Cameco. Aux termes du contrat d'achat et de vente, CEI doit assumer tous les coûts associés au déclassement de ce site qui a été cédé à Cameco au moment de la vente. Cameco est chargée de la surveillance et de la gestion de ce site, et CEI rembourse à Cameco les coûts réels engagés à cette fin, plus des frais de gestion de 15 %. CEI a constitué une provision à cet égard fondée sur les estimations fournies par Cameco. CEI évalue les efforts potentiels du personnel de Cameco dans la gestion de ce processus. CEI a embauché des conseillers indépendants pour l'aider à évaluer la performance de Cameco.

Il existe un plan pour préparer les terrains pour le transfert à la Province de Saskatchewan selon les modalités du programme de contrôle institutionnel de cette province. La licence pour les terrains de la mine Beaverlodge a été renouvelée par la CCSN pour une durée de dix ans se terminant en mai 2023.

La Province de la Saskatchewan a établi, par le biais de son programme de contrôle institutionnel, des modalités selon lesquelles elle assume la gestion des sites contre paiement dès qu'il est reconnu que les sites respectent certaines normes et sont stables. Il est prévu qu'à terme le site Beaverlodge en entier sera transféré à la province. Plusieurs sites avoisinants ont déjà été cédés en 2009 selon le programme de contrôle institutionnel.

Cameco met à jour chaque année son plan de travail et l'estimation des coûts pour la durée restante de ce projet. Au 30 septembre 2014, ces coûts sont estimés à 14 millions de dollars, et la fin des travaux est prévue pour 2023.

#### **5.3.2 CEI - Retraités d'Eldorado – Prestations de retraite**

Aux termes du contrat d'achat et de vente, CEI est responsable de la gestion du régime d'avantages sociaux de tous les employés d'Eldorado et d'Eldor qui ont pris leur retraite avant octobre 1988. Ces avantages sociaux comprennent les prestations

d'assurance-vie, les prestations d'assurance maladie et les prestations d'assurance dentaire. Au 30 septembre 2014, 192 anciens employés bénéficiaient de ce régime, qui est géré par Cameco. Les obligations relatives aux prestations de retraite s'élèvent à 2 millions de dollars au 30 septembre 2014. On ne prévoit pas qu'une autre évaluation actuarielle soit requise en regard des obligations compte tenu du solde restant non significatif. Les obligations et les paiements sont effectués par Cameco pour le compte de CEI.

### 5.3.3 CEI – Contingence : Litige relatif à Deloro

En 2000, CEI a été désignée partie à un recours collectif intenté par suite de la contamination de la région de Deloro, en Ontario. La demande introductive d'instance a été déposée auprès de la Province de l'Ontario, du procureur général du Canada, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, de BOC Canada Limited (société fermée) et de CEI. CEI est visée par cette poursuite en raison d'une allégation selon laquelle Eldorado Mining and Refining Limited aurait vendu des déchets (dans les années 1940) à BOC, qui les aurait par la suite raffinés. Ces résidus auraient contribué à contaminer cette région. Des discussions antérieures avec des représentants de Ressources Naturelles Canada ont fait ressortir que cette poursuite concernait surtout la Province de l'Ontario. Le ministère de la Justice a été retenu comme avocat-conseil, et un avis d'intention de présenter une défense a été envoyée aux demandeurs. Rien ne s'est passé dans ce dossier depuis plusieurs années, et son issue ne peut être déterminée pour le moment.

## 5.4 Le programme d'examen de la gestion des biens de l'État et les mandats de dessaisissement

La CDEV continue d'entreprendre les éléments du programme d'examen de la gestion des biens de l'État qui lui sont confiés par le ministère des Finances. Au nombre des tâches entreprises dans ce contexte, la CDEV identifie des experts-conseils selon les besoins des mandats et des projets, élabore des énoncés de travaux et des demandes d'offres de services pour des travaux précis, évalue les offres de service, et gère les projets d'examen. La CDEV a en place les effectifs pour ce faire et retient aussi les services d'experts spécialisés afin d'augmenter ses moyens.

Pour tout mandat existant ou à venir visant le rôle de la CDEV d'agir comme mandataire pour le dessaisissement d'un actif du gouvernement, celle-ci identifie et retient les services d'experts conseils financiers ou autres afin de procéder à une évaluation de l'actif, conseille le gouvernement sur le potentiel et les conditions inhérentes à une vente, gère, le cas échéant, les modalités d'une vente et aide à la conclusion d'une éventuelle transaction. Le calendrier pour tout dessaisissement n'est pas connu. La CDEV prend pour compte que tous les coûts et frais reliés aux transactions encourus dans son rôle de mandataire seront remboursés à même les produits de toute transaction qui aura été finalisée.

Un certain nombre d'enjeux d'ordre logistique requièrent du travail pour préparer la réserve fédérale de charbon pour dessaisissement et sont en voie d'être traités. Les bas prix mondiaux pour le charbon métallurgique continuent d'affecter le potentiel de vente de la RFC. La CDEV orientera les efforts de ses conseillers et les autres

activités reliées au projet selon le prix futur du charbon et conséquemment des produits potentiels d'une vente.

## **5.5 Risques et atténuation du risque**

La CDEV et ses filiales sont exposées à certains risques. Les risques de la SGCH sont décrits en détail dans son Plan d'entreprise (voir l'annexe « B »).

GEN n'a pas de passif connu pour le moment; cependant les actionnaires qui se départissent de leurs actions pourraient devoir assumer une certaine responsabilité à l'égard des acheteurs dans certaines circonstances.

Les actions ordinaires de GM que détient GEN sont exposées au risque des cours des marchés boursiers, au risque de taux de change et à d'autres risques liés à la production et à la distribution mondiale d'automobiles. Chaque variation de cours d'un dollar US par action entraîne un écart dans la valeur de l'investissement de 110 millions de dollars canadiens. De la même façon, une variation de 0,01 dollars canadiens dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain entraîne un écart de la valeur des avoirs dans GM de l'ordre de 394 millions de dollars au taux de change de septembre 2014. Le cours des actions ordinaires de GM ayant beaucoup fluctué au cours des neuf premiers mois de 2014, avec un sommet à 42 dollars US et un plancher à 32 dollars US, il existe un risque important d'écart de valeur.

Les variations de la valeur des actions apparaissent dans les Autres éléments du résultat global, présenté en détail dans l'État du résultat global. La stratégie et l'analyse de dessaisissement de la CDEV tient compte des risques associés au marché et au taux de change. Cependant, les variations dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain n'ont pas une incidence sur le flux de trésorerie de GEN car une portion importante des dépenses de cette dernière sont exprimées en dollars américains. Le fait que GEN paie des dividendes en dollars américains réduit le risque dû à la variation du taux de change.

L'industrie manufacturière mondiale de l'automobile continue à subir des perturbations importantes causées par une forte concurrence, une surcapacité de production dans certains marchés, des besoins d'investissements importants pour la conception et la fabrication de modèles qui rencontrent les attentes des consommateurs et la conjoncture économique mondiale plus particulièrement aux États-Unis et en Europe. Le marché de la vente des véhicules légers aux États-Unis a continué de s'améliorer en 2014 tel qu'en témoigne le taux de ventes annualisé des véhicules légers qui est passé de 16 millions de véhicules en début d'année 2014 à plus de 17 millions au mois d'août 2014. En 2014, GM a été touchée par des poursuites judiciaires à l'égard des problèmes liés aux interrupteurs de démarrage. GM est présentement une partie défenderesse dans plusieurs poursuites et a entrepris d'indemniser les familles des victimes d'accidents reliés aux interrupteurs de démarrage défectueux. GM fait aussi l'objet d'enquêtes en regard des interrupteurs de démarrage défectueux. Le total des coûts relatif à ces enjeux n'est pas connu et pourrait avoir un impact sur le cours des actions ordinaires de GM.



CEI est exposée à des obligations considérables, tel qu'il a été mentionné précédemment, en raison des clauses qui la lient à Cameco dans le contrat de vente et d'achat de 1988. Les provisions pour les coûts futurs reliés au site minier Beaverlodge et aux prestations déterminées sont présentement estimées à 16 millions de dollars. CEI possède des liquidités et des placements à court terme d'environ 5 millions de dollars et un fonds de 21 millions de dollars déposé au Trésor du Canada pour couvrir ses obligations. On ne sait pas si ces fonds sont des réserves suffisantes au vu des obligations qui pourraient découler de l'entente de 1988 dont celles qui ont trait à la remise en état des lieux et aux prestations de retraite des anciens employés et des autres poursuites judiciaires auxquelles CEI est partie.

La CDEV n'a pas de passif majeur connu pour le moment. Elle a cependant entrepris des travaux importants pour le ministre dans le cadre des mandats de dessaisissement d'actifs et d'autres mandats. Comme il est difficile de prévoir le niveau de travail et la nature exacte des activités qui seront menées, la CDEV maintient un fonds de roulement de 20 millions de dollars pour couvrir les coûts éventuels, compte tenu que celle-ci ne peut recevoir directement des crédits du gouvernement.

Le programme d'examen des biens de l'état est financé à même le flux de trésorerie de la CDEV. Compte tenu des dividendes reçus de la SGHC, les coûts associés à ce programme n'augmentent aucunement le risque pour la CDEV.

La gestion des activités de technologie de l'information de la CDEV a été confiée à un fournisseur de service tierce-partie qui possède une expertise technique à jour. La CDEV révisé et évalue régulièrement ses services de technologie de l'information afin d'en minimiser les risques.

## **6.0 SECTION FINANCIÈRE**

### **6.1 Aperçu financier pour 2014**

La CDEV prévoit un bénéfice consolidé de 311 millions de dollars pour 2014 ce qui comprend un bénéfice de 134 millions de dollars provenant de la SGCH. Elle prévoit verser 313 millions de dollars en dividendes pour l'exercice 2014.

GEN verse des dividendes à la CDEV après avoir rempli ses obligations et la CDEV verse par la suite un dividende au gouvernement du Canada dont le tiers est par la suite transféré directement au gouvernement de l'Ontario tel que prévu. GEN prévoit des revenus de 185 millions de dollars en 2014. On s'attend à recevoir un autre dividende de 447 millions de dollars (401 millions de dollars US) peu de temps après la clôture de l'exercice 2014 à même les produits du rachat des actions privilégiées de GM par GM.

Les prévisions des honoraires professionnels sont évaluées à 7 millions de dollars soit moins que prévu au plan en raison de l'absence de recouvrement d'honoraires puisqu'il n'y pas eu de ventes d'actifs.

Ce plan d'entreprise comprend les projections financières quinquennales pro forma (pour les exercices financiers clos le 31 décembre) qui suivent : Les chiffres apparaissant à ces tableaux peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

Tableau 1 - Bilan pro forma de la situation financière

Tableau 2 - État pro forma des flux de trésorerie

Tableau 3 - État pro forma des variations des capitaux propres

Tableau 4 - État pro forma du résultat global

Les principales hypothèses contenues au soutien des tableaux sont décrites à la section 6.3.

### **6.2 Rapports financiers trimestriels**

La CDEV émet et publie des états financiers trimestriels qui sont affichés en français et en anglais sur le site web de la CDEV ([www.cdev.gc.ca](http://www.cdev.gc.ca)) dans les soixante jours suivant la fin de chaque trimestre.

### **6.3 Principales hypothèses des prévisions financières**

Le présent plan d'entreprise repose sur les hypothèses suivantes.

#### **La Corporation de développement des investissements du Canada (non consolidés)**

- 1) Frais d'exploitation – Les prévisions financières supposent que la direction et le conseil d'administration continueront de gérer les frais de près. Les frais d'administration devraient atteindre approximativement 2 millions de dollars

annuellement durant toute la période de planification soit un montant semblable aux prévisions de 2014. Les honoraires professionnels sont estimés à 6 millions de dollars aux prévisions de l'exercice 2015. Les honoraires relatifs aux services conseils et aux coûts de transactions seront récupérés à même tout produit de ventes d'actifs.

#### Dividendes versés au gouvernement

2014	313 millions de dollars
2015	656 millions de dollars
2016	253 millions de dollars
2017	228 millions de dollars
2018	232 millions de dollars
2019	270 millions de dollars

Les dividendes de 2015 sont supérieurs à ceux de 2014 en raison des profits anticipés de la vente des actions privilégiées de GM et nets de revenus inférieurs que prévus de la SGCH et d'investissements plus élevés de la part de la SGCH. Une portion des dividendes conservée par la CDEV est utilisée pour financer les activités opérationnelles de la CDEV et les coûts encourus pour le programme d'examen des actifs et les mandats de dessaisissement d'actifs.

- 2) Taux de change – Pour la période visée par le plan, soit de 2015 à 2019, le taux de change utilisé pour la CDEV et toutes ses filiales est le suivant : 1 dollar canadien équivaut à 1,13 dollar US.

#### **La Société de gestion Canada Hibernia**

- 3) Frais et bénéfices d'exploitation – Les frais et les bénéfices d'exploitation sont présentés en détail à l'annexe B.
- 4) Dividendes versés – La SGCH versera des dividendes à la CDEV tel que décrit précédemment.

#### **Canada Eldor Inc.**

- 5) Frais d'exploitation – Les frais d'exploitation de CEI devraient s'établir à 200 000 dollars par année, de 2015 à 2019. Ces frais représentent principalement des frais de gestion de la CDEV et des honoraires d'administrateurs.
- 6) Remise en état des lieux (Beaverlodge) – CEI a constitué une provision d'environ 14 millions de dollars pour le déclassement du site de Beaverlodge, qui est prévu en 2023 mais qui pourrait être retardé suite à des

plans à être discutés avec Cameco. La majorité des coûts sera encourue au cours des cinq prochaines années.

- 7) Prestations des retraités – Les dépenses annuelles prévues aux obligations de payer les avantages sociaux et les frais d'administration sont évaluées à 300 000 dollars.
- 8) Litige – Aucune somme n'a été déboursée à l'égard des poursuites dont CEI fait l'objet mis à part le paiement des honoraires des conseillers juridiques.
- 9) Trésor – Le taux d'intérêt s'appliquant aux fonds de CEI versés dans le compte spécial du Trésor représente 90 % de celui des bons du Trésor à 90 jours du gouvernement du Canada. Des fonds seront retirés du Trésor au besoin au cours de la période prévue au plan d'entreprise.

### **Corporation d'investissement GEN du Canada**

- 10) Actions ordinaires de GM – Il faut présumer que le cours de l'action en bourse à la fin de septembre 2014, qui se situait à 31,93 dollars US l'action, restera stable pendant toute la période visée par le plan comme il n'existe aucune méthode fiable permettant de prévoir les cours futurs des actions. Au titre des prévisions financières au plan d'entreprise, GEN ne prévoit pas de ventes d'actions mais le moment où les actions seront vendues sera déterminé par la conjoncture du marché et d'autres facteurs, tels les énoncés de politique du gouvernement.
- 11) Frais d'exploitation – Les frais d'exploitation de GEN, constitués principalement des frais des conseillers juridiques et des conseillers financiers, devraient s'établir à 1,0 million de dollars annuellement pendant toute la période visée par le plan, mais pourraient fluctuer si des actions ordinaires additionnelles de GM sont vendues.
- 12) Revenus de dividendes et réserve de fonds – GEN s'attend à recevoir des dividendes annuels de 132 millions de dollars US (149 millions de dollars canadiens) sur les actions ordinaires de GM. GEN gardera en réserve des fonds suffisants pour financer ses opérations.

### **6.4 Budget des investissements**

Ni la CDEV ni ses filiales en propriété exclusive, à savoir la SGCH, CEI et GEN, n'auront besoin de capitaux d'investissement pour l'exercice financier 2015. Toute dépense d'immobilisation requise par la SGCH est financée à même son propre flux de trésorerie. Les dépenses en immobilisations de la SGCH apparaissent au plan d'entreprise de la SGCH et les montants de ces dépenses apparaissent au tableau 2 du plan. La CDEV, GEN et CEI ne sont pas impliqués dans des secteurs d'activité à forte intensité de capital.

**Tableau 1 - Bilan pro forma de la situation financière**  
en millions de dollars (31 déc.)

	2013	2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Chiffres réels	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
<b>Actifs</b>								
<b>Actifs courants</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101,77	86,62	537,77	86,87	86,44	87,04	86,24	86,68
Créances	58,20	21,38	42,51	40,02	40,02	40,02	40,02	40,02
Autres	8,29	7,95	6,06	5,82	5,65	5,45	5,17	4,94
	<b>168,26</b>	<b>115,95</b>	<b>586,34</b>	<b>132,71</b>	<b>132,11</b>	<b>132,51</b>	<b>131,43</b>	<b>131,64</b>
<b>Actifs non courants</b>								
Sommes déposées dans un compte du Trésor du Canada	22,28	18,93	19,19	17,62	15,95	14,31	12,73	11,08
Fonds - abandon et risque	96,55	97,40	97,34	98,17	99,00	99,84	100,69	101,55
Immobilisations corporelles	124,43	193,04	152,37	194,88	205,93	232,40	261,36	261,78
Sommes détenues en mains	5,97	11,92	5,97	11,92	11,92	11,92	11,92	11,92
Placements	5 234,31	4 081,94	3 910,21	3 980,66	3 980,66	3 980,66	3 980,66	3 980,66
Actifs d'impôt différé	9,84	4,14	15,75	15,17	14,31	12,18	7,83	5,65
	<b>5 493,38</b>	<b>4 407,37</b>	<b>4 200,83</b>	<b>4 318,42</b>	<b>4 327,77</b>	<b>4 351,31</b>	<b>4 375,19</b>	<b>4 372,64</b>
	<b>5 661,64</b>	<b>4 523,32</b>	<b>4 787,17</b>	<b>4 451,13</b>	<b>4 459,88</b>	<b>4 483,82</b>	<b>4 506,62</b>	<b>4 504,28</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>								
<b>Passifs courants</b>								
	33,27	27,97	470,74	21,98	21,79	21,60	21,32	21,08
<b>Passifs non courants</b>								
	79,65	92,59	91,49	89,74	87,84	87,79	88,11	88,77
<b>Capitaux propres</b>								
Capital social	-	-	-	-	-	-	-	-
Surplus d'apport	2 757,14	2 342,14	2 310,14	2 310,14	2 310,14	2 310,14	2 310,14	2 310,14
Déficit accumulé	(308,88)	(336,48)	(310,56)	(266,54)	(255,70)	(231,52)	(208,76)	(211,52)
Cumul des autres éléments du résultat global	3 100,46	2 397,10	2 225,36	2 295,81	2 295,81	2 295,81	2 295,81	2 295,81
	<b>5 548,72</b>	<b>4 402,76</b>	<b>4 224,94</b>	<b>4 339,41</b>	<b>4 350,25</b>	<b>4 374,43</b>	<b>4 397,19</b>	<b>4 394,43</b>
	<b>5 661,64</b>	<b>4 523,32</b>	<b>4 787,17</b>	<b>4 451,13</b>	<b>4 459,88</b>	<b>4 483,82</b>	<b>4 506,62</b>	<b>4 504,28</b>

Note - se reporter à l'annexe B pour les états financiers détaillés de la SGCH

**Tableau 2 - État pro forma des flux de trésorerie**  
en millions de dollars (31 déc.)

	2013	2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Chiffres réels	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>								
<b>Activités opérationnelles</b>								
Bénéfice net	906,35	141,68	310,88	253,38	263,40	251,74	254,32	266,80
Éléments sans effet sur la trésorerie								
Déductions hors trésorerie	43,23	33,50	51,29	40,89	43,88	40,55	39,18	41,86
Variation de la juste valeur des actifs	(30,00)	20,00	2,00	-	-	-	-	-
Profit réalisé sur la vente de placements	(679,60)	-	-	-	-	-	-	-
Autres	(2,31)	0,94	(9,34)	(2,41)	(2,21)	0,89	3,40	1,62
	237,67	196,12	354,83	291,84	305,07	293,18	296,90	310,28
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement								
	(22,92)	23,86	8,38	0,96	-	-	-	-
	214,75	219,98	363,21	292,80	305,07	293,18	296,90	310,28
<b>Activités de financement</b>								
Dividendes versés	(844,55)	(167,30)	(312,57)	(209,36)	(252,56)	(227,56)	(231,56)	(269,56)
Surplus d'apport remboursé	(459,15)	(415,00)	-	(447,00)	-	-	-	-
Autres	(1,59)	(0,02)	(0,03)	-	-	-	-	-
	(1 305,29)	(582,32)	(312,60)	(656,36)	(252,56)	(227,56)	(231,56)	(269,56)
<b>Activités d'investissement</b>								
Produit tiré de la vente de placements	1 134,24	415,00	447,00	-	-	-	-	-
Achat d'immobilisations corporelles	(34,92)	(70,60)	(66,62)	(83,40)	(54,93)	(67,02)	(68,14)	(42,28)
Retrait du compte du Trésor du Canada	-	4,00	5,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en mains tierces	-	(5,95)	-	(5,95)	-	-	-	-
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(4,34)	-	-	-	-	-	-	-
	1 094,98	342,45	385,38	(87,35)	(52,93)	(65,02)	(66,14)	(40,28)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie</b>	4,44	(19,89)	435,99	(450,90)	(0,42)	0,60	(0,80)	0,43
<b>Trésorerie à l'ouverture de l'exercice</b>	97,33	106,50	101,77	537,77	86,87	86,44	87,04	86,24
<b>Trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	101,77	86,61	537,77	86,87	86,44	87,04	86,24	86,68

**Tableau 3 - État pro forma des variations des capitaux propres**  
en millions de dollars (31 déc.)

	2013 Chiffres réels	2014 Plan	2014 Prévisions	2015 Plan	2016 Plan	2017 Plan	2018 Plan	2019 Plan
<b>Capital-actions</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Surplus d'apport à l'ouverture</b>	<b>3 216,29</b>	<b>2 757,14</b>	<b>2 757,14</b>	<b>2 310,14</b>	<b>2 310,14</b>	<b>2 310,14</b>	<b>2 310,14</b>	<b>2 310,14</b>
Dividendes	(459,15)	(415,00)	(447,00)	-	-	-	-	-
<b>Surplus d'apport à la clôture de</b>	<b>2 757,14</b>	<b>2 342,14</b>	<b>2 310,14</b>	<b>2 310,14</b>	<b>2 310,14</b>	<b>2 310,14</b>	<b>2 310,14</b>	<b>2 310,14</b>
<b>Déficit accumulé à l'ouverture</b>	<b>(370,77)</b>	<b>(310,87)</b>	<b>(308,88)</b>	<b>(310,56)</b>	<b>(266,54)</b>	<b>(255,70)</b>	<b>(231,52)</b>	<b>(208,76)</b>
Bénéfice net	906,35	141,68	310,88	253,38	263,40	251,74	254,32	266,80
Gains actuariels	0,08	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	(844,54)	(167,30)	(312,56)	(209,36)	(252,56)	(227,56)	(231,56)	(269,56)
<b>Déficit accumulé à la clôture de l'exercice</b>	<b>(308,88)</b>	<b>(336,49)</b>	<b>(310,56)</b>	<b>(266,54)</b>	<b>(255,70)</b>	<b>(231,52)</b>	<b>(208,76)</b>	<b>(211,52)</b>
<b>Cumuls des autres éléments du résultat global à l'ouverture</b>	<b>1 872,65</b>	<b>2 397,10</b>	<b>3 100,46</b>	<b>2 225,36</b>	<b>2 295,81</b>	<b>2 295,81</b>	<b>2 295,81</b>	<b>2 295,81</b>
Gains actuariels - GM	(679,60)	-	-	-	-	-	-	-
AERG - GM	1 907,41	-	(875,10)	70,45	-	-	-	-
<b>Cumuls des autres éléments du résultat global à la clôture</b>	<b>3 100,46</b>	<b>2 397,10</b>	<b>2 225,36</b>	<b>2 295,81</b>	<b>2 295,81</b>	<b>2 295,81</b>	<b>2 295,81</b>	<b>2 295,81</b>
<b>Capitaux propres à la clôture</b>	<b>5 548,72</b>	<b>4 402,75</b>	<b>4 224,94</b>	<b>4 339,41</b>	<b>4 350,25</b>	<b>4 374,43</b>	<b>4 397,19</b>	<b>4 394,43</b>

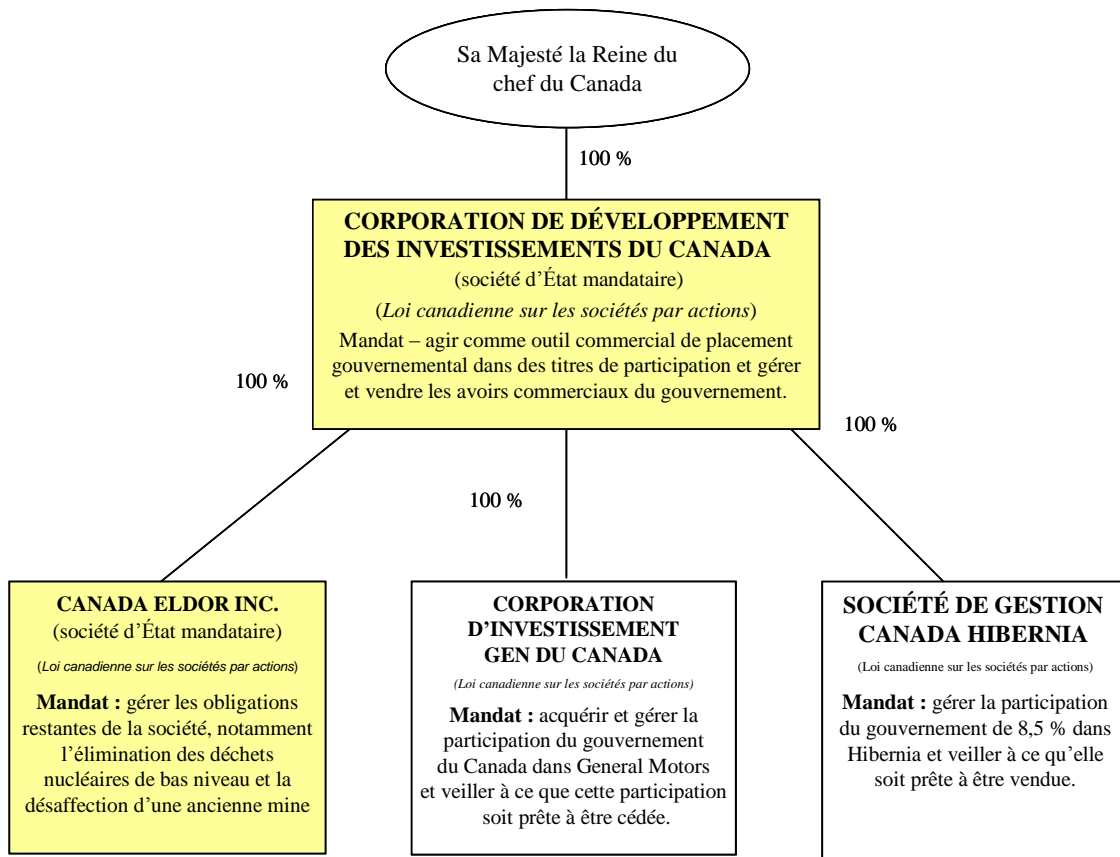
**Tableau 4 - État pro forma du résultat global  
en millions de dollars (31 déc.)**

	2013	2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Chiffres réels	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
<b>Produits</b>								
Produit net tiré du pétrole brut	312,90	236,94	270,78	226,15	232,84	211,97	216,35	240,05
Dividendes	37,37	37,30	187,06	149,27	149,27	149,27	149,27	149,27
Profit sur la vente de placements	679,60	-	-	-	-	-	-	-
Produits d'intérêts	2,16	2,20	2,55	2,31	2,04	2,02	2,01	2,00
	<u>1 032,03</u>	<u>276,44</u>	<u>460,39</u>	<u>377,73</u>	<u>384,15</u>	<u>363,26</u>	<u>367,63</u>	<u>391,32</u>
<b>Charges</b>								
Épuisement et amortissement	43,23	33,50	51,29	40,89	43,88	40,55	39,18	41,86
Frais de production et charges opérationnelles	25,50	24,38	28,96	25,76	19,82	18,61	21,50	24,94
Variation de la juste valeur de la participation en action privilégiées	(30,00)	20,00	2,00	-	-	-	-	-
Honoraires	8,27	0,30	7,01	8,26	3,17	3,43	2,87	2,89
Salaires et avantages du personnel	3,21	3,30	3,43	3,36	3,20	3,14	3,20	3,26
Autres charges	3,47	1,04	3,12	1,13	1,14	1,12	1,17	1,16
	<u>53,68</u>	<u>82,53</u>	<u>95,82</u>	<u>79,40</u>	<u>71,22</u>	<u>66,86</u>	<u>67,92</u>	<u>74,11</u>
<b>Charges financières</b>	2,75	2,81	2,25	2,30	2,38	2,47	2,56	2,66
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>	<b>975,60</b>	<b>191,10</b>	<b>362,32</b>	<b>296,03</b>	<b>310,55</b>	<b>293,94</b>	<b>297,15</b>	<b>314,56</b>
<b>Impôt sur le résultat</b>								
Impôt exigible	74,71	45,12	57,35	42,07	46,29	40,07	38,48	45,58
Impôt différé	(5,46)	4,30	(5,91)	0,58	0,86	2,13	4,35	2,18
	<u>69,25</u>	<u>49,42</u>	<u>51,44</u>	<u>42,65</u>	<u>47,15</u>	<u>42,20</u>	<u>42,83</u>	<u>47,76</u>
<b>Bénéfice</b>	<b>906,35</b>	<b>141,68</b>	<b>310,88</b>	<b>253,38</b>	<b>263,40</b>	<b>251,74</b>	<b>254,32</b>	<b>266,80</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>								
Gains actuariels	0,08	-	-	-	-	-	-	-
Variation latente de la juste valeur - GM	1 907,41	-	(875,10)	70,45	-	-	-	-
Profit réalisé sur la vente de placements	(679,60)	-	-	-	-	-	-	-
	<u>1 227,89</u>	<u>-</u>	<u>(875,10)</u>	<u>70,45</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Résultat global</b>	<b>2 134,25</b>	<b>141,68</b>	<b>(564,21)</b>	<b>323,83</b>	<b>263,40</b>	<b>251,74</b>	<b>254,32</b>	<b>266,80</b>



Annexe A

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA



Remarque : PPP Canada Inc. a été déclarée société d'État mère et la CDEV, bien qu'elle soit l'unique actionnaire de PPP Canada Inc., n'est plus responsable de sa gestion.

## Annexe A (suite)

### Conseil d'administration

**N. William C. Ross, LL.M. (2) (3)**  
Président  
Corporation de développement des investissements du Canada  
Président émérite et associé  
WeirFoulds LLP  
Toronto (Ontario)

**Mary Ritchie, FCA (1)**  
Chef de la direction  
Richford Holdings Ltd.  
Edmonton (Alberta)

**John James Hillyard, MBA (2) (3)**  
Administrateur  
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)

**Benita M. Warmbold, FCPA, FCA (1) (2)**  
Première vice-présidente et chef de l'exploitation  
Office d'investissement du régime de pensions du Canada  
Toronto (Ontario)

**Ted Howell, CPA, CA, MBA (1) (3)**  
Administrateur,  
St John's (Terre-Neuve et Labrador)

**Nicholas Wemyss, PGeo (2) (3)**  
Administrateur  
Victoria (Colombie-Britannique)

**Mary Beth Montcalm, PhD (2)**  
Administrateur  
Toronto (Ontario)

### Comités du conseil

- (1) Comité de vérification
- (2) Comité de mise en candidature et de gouvernance
- (3) Comité de ressources humaines et rémunération

### Dirigeants

**Michael Carter**  
Vice-président exécutif

**Andrew StafI, CPA, CA**  
Vice-président, Finances

**Zoltan Ambrus**  
Vice-président

**Patrice Walch-Watson**  
Secrétaire corporatif

**Annexe B**

**SGCH**

# **SOCIÉTÉ DE GESTION CANADA HIBERNIA**

Une filiale en propriété exclusive de la

**La corporation de développement des investissements  
du Canada**

## **PLAN D'ENTREPRISE SOMMAIRE**

**POUR LA PÉRIODE DE 2015- 2019**

**octobre 2014**

## Table des matières

1.0	Le projet Hibernia – Résumé.....	3
2.0	Revue des activités de l'exercice 2014.....	6
3.0	Les objectifs de l'exercice 2015.....	7
4.0	Commercialisation et transport.....	7
5.0	Risques.....	8
6.0	Informations financières - le plan d'entreprise 2015.....	8
7.0	Structure organisationnelle.....	10
8.0	Les états financiers pro-forma.....	10

## 1.0 Le projet Hibernia - Résumé

La Société de gestion Canada Hibernia (« SGCH »), est une filiale en propriété exclusive de la Corporation de développement des investissements du Canada (« CDEV »), une société d'état fédérale. La SGCH a été constituée en mars 1993 aux fins de détenir, de gérer, d'administrer et d'exploiter la participation directe à ce moment là de 8,5 % du gouvernement du Canada dans le projet Hibernia, situé à 315 kilomètres à l'est de St. John's, Terre-Neuve et Labrador.

Hibernia continue d'être une entreprise très fructueuse. En date de la fin de l'exercice 2014, la SGCH prévoit qu'elle aura versé des dividendes cumulatifs de l'ordre d'un milliard neuf cent mille dollars (note 1), 221 millions de dollars en participation aux bénéficiaires nets (« PBN ») et 588 millions de dollars en impôts sur le revenu fédéral. Le versement de dividendes a débuté après que la SGCH ait remboursé au gouvernement du Canada les crédits parlementaires de 431 millions de dollars représentant la quote-part de la SGCH dans les coûts en capital d'origine.

Le montant de dividendes prévus pour 2014 est de 134 millions de dollars soit à peu près le même montant que celui prévu au budget de l'exercice précédent. La production brute de pétrole de 119 400 barils de pétrole par jour s'approche de celle prévue au plan d'entreprise, soit 120 000 barils de pétrole par jour; les prix du pétrole brut et le taux de change du dollar US sont tous deux favorables.

Les prévisions du plan d'entreprise de 2015 prévoient que la SGCH versera 69 millions de dollars en dividendes, ceci en raison d'une prévision d'une diminution du prix du pétrole, d'un programme de dépenses en immobilisations plus élevé que prévu, d'une production de pétrole moindre que prévue et d'un changement dans l'encaisse disponible en raison d'autres ajustements au flux de trésorerie. Les dividendes prévus pour l'exercice 2015 au plan de cette année sont moindres de 88 millions de dollars que ceux prévus au plan de l'exercice précédent, surtout dû à la diminution du prix du pétrole.

L'objectif premier de la SGCH est de gérer la quote-part de 8,5 % de l'actionnaire dans le projet Hibernia dans le but de protéger les intérêts de l'actionnaire, d'en maximiser leur valeur et de refléter une attitude commercialement prudente dans la prise de décisions.

La SGCH poursuit ces objectifs en participant activement à tous les comités qui veillent à la direction stratégique du projet, en contribuant aux activités opérationnelles y inclus la sécurité et la protection environnementale, en gérant le flux de revenus, en s'assurant de l'adhésion à tous les règlements gouvernementaux et aux obligations contractuelles et en étant impliqué d'une façon diligente dans la commercialisation et le transport de la quote-part de la SGCH dans la production du pétrole.

---

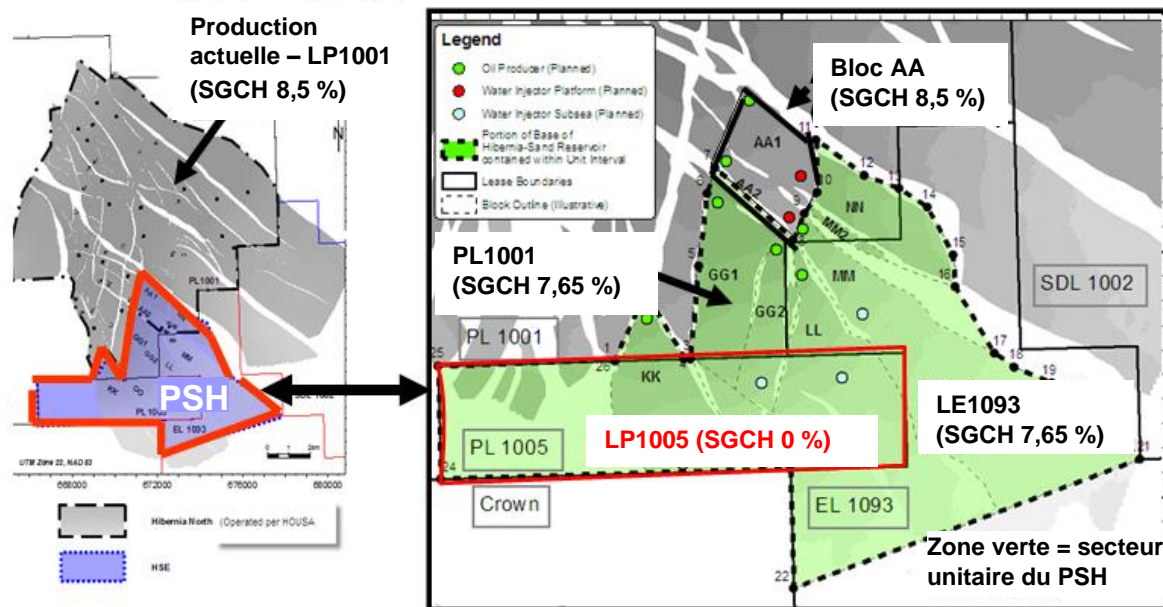
<sup>1</sup> : Toutes les données financières sont exprimées en dollars canadiens à moins d'avis contraire.

La SGCH est une société qui possède un seul actif; c'est cet actif qui génère son flux de trésorerie à partir de ses actifs d'exploitation et de ses activités lesquels incluent sa quote-part de la production du gisement Hibernia, ses droits d'utilisation et de mise en œuvre, ses ententes contractuelles de transport, et son engagement de capacité contractuelle réservée avec Newfoundland Transshipment Ltd. ( « NTL »).

Bien que le financement initial de la SGCH ait été fait par le biais de crédits parlementaires du gouvernement du Canada, son financement provient depuis 1998 uniquement de la vente de sa quote-part de pétrole brut produit à Hibernia. La SGCH est seule responsable de s'assurer d'avoir en main les liquidités suffisantes pour financer ses frais d'exploitation et ses dépenses en immobilisations, les redevances, une participation aux bénéfices nets les impôts et les taxes à payer, les frais d'administration et les frais futurs d'abandon, sans avoir besoin de crédits supplémentaires de la part de l'actionnaire. La SGCH doit aussi payer des impôts fédéraux et provinciaux, les redevances et une participation aux bénéfices nets au même titre que toute entreprise du secteur privé.

La SGCH possède une participation de 8,5 % dans la zone visée par la licence de production LP1001, approuvée dans un premier temps aux fins de la mise en valeur du projet et dépeinte en gris au tableau de gauche ci-bas à l'intérieur des lignes pointillées et dans les blocs AA dépeints en gris au schéma de droite ci-bas. Les autres propriétaires de ces zones visées par la licence LP1001 sont Exxon Mobil (33,125 %), Chevron (26,875 %), Suncor (20,0 %), Murphy (6,5 %) et Statoil (5,0 %).

La mise en commun (note 2) des terrains dépeints en vert sur le schéma de droite a permis à la SGCH d'obtenir une participation initiale de 5,08482 % dans le prolongement de la zone sud d'Hibernia (secteur unitaire du PSH). Les autres propriétaires du secteur unitaire du PSH sont : Exxon-Mobil (27,36045 %), Chevron (23,62167 %), Suncor (19,50894 %), Statoil (10,53567 %), Nalcor (10 %) et Murphy (3,88845 %). Les participations de chaque propriétaire seront recalculées de nouveau selon le processus de rajustement prévu dans l'accord de cette entité (secteur unitaire du PSH).



Note 1 : Le « champ principal » est composé de la licence originale de production LP 1001 (SGCH= 8,5 %) décrite en gris au schéma de gauche ci-haut et de la partie de la zone du bloc AA (SGCH=8,5 %) du prolongement de la zone sud d'Hibernia décrite en gris sur le schéma de droite.

Note 2 : Le secteur du prolongement de la zone sud (secteur unitaire du PSH) est décrit en vert sur le schéma de droite.

Le secteur du prolongement unitaire sud d'Hibernia est issu de forages de mise-en-œuvre qui ont révélé que le contact eau-pétrole était beaucoup moindre qu'originellement prévu. Ceci a eu pour effet de repousser les limites du champ pétrolifère au sud de la licence LP 1001.

Au mois de février 2010, Nalcor (la société d'état en énergie de la province de Terre-Neuve et Labrador) s'est portée acquéreur d'une participation directe initiale de 10 % auprès de tous les propriétaires d'Hibernia au prorata de leur participation de certains terrains spécifiques de la zone du prolongement sud d'Hibernia. Conséquemment Nalcor détient une participation initiale de 10 % dans la zone du prolongement sud d'Hibernia.

La Société d'exploitation et de développement d'Hibernia (« SEDH ») exploite ce projet pour le compte des propriétaires, et ExxonMobil Corporation assure les services techniques administratifs et de gestion aux termes d'un contrat de gestion. Le secteur unitaire du PSH

<sup>2</sup> : La mise-en-commun est une pratique courante dans l'industrie pétrolifère en vertu de laquelle différents propriétaires s'entendent par entente contractuelle pour partager la production, les coûts et les dépenses en immobilisations sur des terrains et des actifs qui sont la propriété de différents propriétaires afin de poursuivre ensemble le développement conjoint d'un champ ou d'un réservoir pétrolifère.

est exploité de la même façon. Bien que les opérations quotidiennes soient assurées par ExxonMobil, les propriétaires y jouent un rôle actif.

Toutes les activités entreprises à ce jour et visées par le présent plan d'entreprise s'inscrivent dans le mandat de la SGCH.

## **2.0 Revue des activités de l'exercice 2014**

Les prévisions de l'année en cours sont basées sur huit mois de réel et quatre mois de prévisions. Conséquemment, les résultats réels de l'exercice peuvent différer de ces prévisions. Notamment, le calendrier des livraisons de pétrole peut avoir un impact important sur les résultats financiers réels de fin d'exercice.

Le montant de dividendes prévus pour 2014 est de 134 millions de dollars soit tout juste au dessus des prévisions au plan de 133 millions de dollars. On prévoit que les dividendes seront inférieurs à ceux versés en 2013, soit 142 millions de dollars en raison d'une production de pétrole moindre et de dépenses en immobilisations sur de nouveaux projets plus élevées comparativement à 2013.

Les produits d'exploitation de pétrole de la SGCH devraient se chiffrer à 419 millions de dollars soit 71 millions de dollars ou 20 % de plus que prévu au plan en raison d'une combinaison de facteurs soit un prix de vente moyen réalisé (en dollars canadiens) supérieur de 11 dollars (11 %) aux prévisions du plan et un volume de ventes supérieur de 310 000 barils (9 %) aux prévisions du plan. La production quotidienne combinée (champ principal et prolongement du secteur unitaire du PSH) de pétrole brut d'Hibernia en 2014 est estimée à 119 400 barils de pétrole par jour, proche de la production prévue au plan soit 120 000 barils de pétrole par jour.

Le prix de vente moyen du pétrole brut en 2014 est estimé à 115 dollars par baril, par rapport à des prévisions de 104 dollars par baril.

En 2014, la SGCH a payé, à titre de redevances, un taux net de 30 % à l'égard de la majorité des terrains du secteur non unitaire Hibernia, un taux net de 42,5 % pour les blocs AA, un taux selon une échelle variable de redevances allant jusqu'à 42,5 % pour la partie du secteur unitaire du PSH visée par la licence LP1001 et un taux brut de redevances de 5 % à la province pour la production du secteur unitaire du PSH visée par la licence LP 1011. De plus, la SGCH a versé une PBN de 10 % au gouvernement du Canada sur la production de la licence LP1001.

Les charges d'exploitation brutes d'Hibernia devraient être plus élevées que prévu en raison d'une augmentation des dépenses en réparations et en reconditionnements de puits ainsi que d'une diminution du recouvrement des frais de gestion des installations. Les frais d'administration devraient être conformes aux prévisions du plan.



En 2014, on prévoit que la quote-part des dépenses en immobilisations de la SGCH sera de 67 millions de dollars, soit 4 millions de dollars de moins que prévu au plan en raison du report de certains projets d'immobilisations à l'exercice 2015.

Tous les travaux en surface et sous-marins relatifs à la mise en œuvre de la production du secteur du PSH Hibernia Sands ont été complétés au cours de l'exercice. Deux puits producteurs avaient été forés à partir de la plateforme en 2011 et continuent à produire à un faible niveau. Le forage du premier puits par injection sous marine a débuté en 2014. Le puits pourrait débiter l'injection avant la fin de l'exercice 2014. La mise en œuvre du secteur BNA unitaire débutera après le forage des puits à injection du secteur Hibernia Sands.

Hibernia possède un excellent dossier au niveau de l'environnement et de la sécurité; la société exploite un milieu de travail sécuritaire et rencontre toutes les normes réglementaires. Il n'y a eu aucun incident avec arrêt de travail au 30 septembre 2014 bien qu'il y en ait eu un en 2013. Au niveau de la conformité environnementale, il y a eu un déversement de 6 000 litres d'hydrocarbures à partir du système de chargement extra-côtier le 18 décembre 2013.

### **3.0 Les objectifs de l'exercice 2014**

Les principaux objectifs d'affaires pour l'exercice 2015 sont d'afficher un rendement opérationnel et financier conforme au plan d'entreprise et au budget, de poursuivre la mise-en-œuvre du secteur unitaire du PSH, de favoriser le développement de ressources additionnelles du secteur du BNA, de poursuivre un rôle actif dans les pourparlers en vue d'un système de transport pétrolier à la grandeur du bassin et de promouvoir une diversification rentable des marchés cibles pour la vente du pétrole brut d'Hibernia.

### **4.0 Commercialisation et transport**

Le prix que la SGCH reçoit pour son pétrole est associé au prix de référence du Dated Brent qui est utilisé aux fins de l'établissement des prix d'approvisionnement aux raffineries qui ont accès au pétrole brut international acheminé par bateau. Le prix du Brent fluctue en fonction de l'offre et de la demande à l'échelle internationale et de facteurs géopolitiques : il est fixé en dollars américains.

La SGCH continue de commercialiser son pétrole conjointement avec Suncor. Compte tenu du vieillissement des pétroliers et de l'avènement d'une production accrue provenant de nouveaux champs, tous les propriétaires des Grands Bancs ont entamé des discussions afin d'améliorer l'efficacité du transport pétrolier et du système de transbordement à la grandeur du bassin.

## 5.0 Risques

Le présent plan d'entreprise contient des variables normalement associées à l'établissement du prix du brut, au taux de change, aux dépenses en immobilisations, aux charges d'exploitation et au rendement des couches pétrolifères. Les risques les plus importants associés au plan d'entreprise de 2015 de la SGCH sont les suivants :

- a) risques liés à l'exploitation et à la technologie
- b) risques reliés aux prix des matières de base
- c) risques de taux de change
- d) risques reliés à la réglementation et aux redevances
- e) risques environnementaux
- f) risques reliés aux abandons et aux réserves
- g) risques reliés à la sécurité de l'information et des données
- h) risques reliés au crédit

Les principales incertitudes au niveau des prévisions de production en ce qui concerne le secteur du PSH unitaire et les projets d'agrandissement du secteur du BNA variables ont trait à la qualité de la couche pétrolifère, au taux d'injection par l'eau, au contrôle du sable, à l'épaisseur de la couche pétrolifère, aux failles de réservoir, à la connectivité entre les puits, à la profondeur du contact pétrole-eau et à la complexité du forage.

La SGCH a pris la décision de ne pas souscrire à des activités de couverture sur le prix du pétrole brut ou sur le taux de change. L'entente de commercialisation en vigueur avec Suncor et le partage des revenus de plusieurs cargaisons permet à la SGCH de minimiser les fluctuations du prix du pétrole au cours de l'exercice.

## 6.0 Informations financières – Le plan d'entreprise 2015

La SGCH prévoit que la production brute d'Hibernia sera de 109 700 barils de pétrole par jour en moyenne pour l'exercice 2015. La production brute en 2015 devrait être inférieure de 8 % à celle de 2014 en raison d'une augmentation des arrêts de production causés par la fermeture de la plateforme pour le programme d'entretien triennal et une baisse de production dans le champ principal; d'autre part la production du champ unitaire du PSH sera plus élevée. On prévoit que la production du champ principal devrait diminuer jusqu'en 2017 et qu'elle augmentera par la suite en raison d'une production accrue résultant des dépenses en immobilisations pour la mise-en-œuvre du réservoir Hibernia BNA.

Lorsqu'intégré au calendrier de levage et de transport, le budget de production devrait produire des ventes de 3,14 millions de barils de pétrole brut pour le compte de la SGCH.

La SGCH prévoit des produits d'exploitation de 323 millions de dollars pour 2015, soit une diminution de 23 % par rapport aux prévisions de 2014 en raison d'une diminution de volume de 14 % et d'une diminution du prix réalisé en dollars canadiens de 10 %. L'hypothèse de prix du pétrole pour l'exercice 2015 est d'un prix réalisé de 103 dollars canadiens.

Les dépenses relatives aux redevances et à la PNB devraient diminuer de façon plus importante que les revenus d'exploitation (une diminution de 35 %) en raison de dépenses en immobilisations plus importantes en 2015 lesquelles sont éligibles pour une déduction fiscale au niveau des redevances. Ceci résultera dans un taux moyen combiné de redevances et de PNB de 30 % pour 2015 par rapport à 35 % en 2014.

Les flux de trésorerie d'exploitation nets devraient s'établir à 157 millions de dollars, déduction faite de la quote-part des dépenses d'exploitation de la SGCH au titre des projets d'Hibernia soit 26 millions de dollars (dépenses d'exploitation et de transport, moins les frais de gestion des installations et les intérêts créditeurs), des redevances de 74 millions de dollars, de la PNB de 23 millions de dollars, de frais administratifs et généraux de 3 millions de dollars, et des impôts et taxes de 42 millions de dollars et y inclus des revenus d'intérêt de 2 millions de dollars.

Selon les prévisions budgétaires, la quote-part de la SGCH au titre des dépenses en immobilisations est de 83 millions de dollars (une hausse par rapport à 67 millions de dollars en 2014), ce qui comprend 49 millions de dollars pour le forage (61 % pour le secteur PSH unitaire), et 34 millions de dollars pour les projets d'installations (21 % pour le secteur PSH unitaire). Le budget des immobilisations comprend des fonds pour le forage, l'équipement pour l'extraction par injection de gaz, la continuation du développement du secteur unitaire du PSH, et le développement de la partie non unitaire du BNA.

L'augmentation des dépenses en immobilisations est reliée principalement à la mise-en-œuvre du secteur BNA Sands, le forage de puits additionnels, des programmes de développement et le forage du secteur unitaire du PSH.

Les dividendes de 69 millions de dollars prévus pour 2015 sont inférieurs de 65 millions de dollars aux prévisions de 2014 en raison de prévisions du prix du pétrole inférieures, de dépenses en immobilisations plus élevées, d'un flux de trésorerie et d'un fonds de roulement moindre et d'une production moindre que prévue. Les prévisions de dividendes de 69 millions de dollars dans le présent plan sont inférieures aux dividendes de 88 millions prévus dans le plan de l'an dernier principalement en raison des prix moins élevés du pétrole brut.

Les entrants au flux de trésorerie de la SGCH sont sensibles au prix du pétrole brut, au taux de change et aux volumes de production. Le tableau suivant expose l'effet de ces facteurs sur les flux de trésorerie annuels pour 2015, après les taxes et les impôts :

<b><u>Facteur</u></b>	<b><u>Fluctuation</u></b>	<b><u>Modification des flux de trésorerie de la SGCH après les taxes et les impôts</u></b> <b><u>(M \$CAN)</u></b>
Prix du pétrole	1,00 \$ US/baril	1,90 \$
Taux de change Canada/É.U.	0,01 \$	1,60 \$
Volume de production du projet Hibernia	10 000 bpj	16,30 \$

## **7.0 Structure organisationnelle**

Depuis sa création en 1993, la SGCH a eu pour seul effectif un petit nombre de professionnels chevronnés de l'industrie de l'énergie. À la fin de 2014, le personnel comprenait sept employés à temps plein et à temps partiel (5,6 équivalents à plein temps), un consultant à temps plein et deux consultants à temps partiel. La société a également recours, au besoin, à des services d'évaluation des couches pétrolifères, des services juridiques, des services de vérification et d'assurance, des services administratifs et d'autres services de consultation.

## **8.0 États financiers pro forma**

La SGCH prépare ses états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) tel que requis par le Conseil des normes comptables (CNC) depuis le premier janvier 2010.

Les tableaux I, II et III sont présentés en annexe.

Société de gestion Canada Hibernia  
États pro forma des flux de trésorerie  
Exercices terminés le 31 décembre, 2013-2019  
millions \$ CAN

Tableau I

	2013	2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Chiffres réels	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
<b>Actif</b>								
<b>Actif à court terme</b>								
Encaisse et investissements, exploitation	76,73	60,28	64,01	60,51	60,49	60,83	60,11	60,36
Débiteurs	58,12	21,38	42,51	40,02	40,02	40,02	40,02	40,02
Charges payées d'avance et reportées	0,28	0,29	0,28	0,28	0,28	0,28	0,28	0,28
Stocks	3,02	4,04	3,02	3,02	3,02	3,02	3,02	3,02
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>138,15</b>	<b>85,99</b>	<b>109,82</b>	<b>103,83</b>	<b>103,81</b>	<b>104,15</b>	<b>103,43</b>	<b>103,68</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>								
Installations du projet Hibernia	261,25	363,34	340,48	423,88	478,81	545,83	613,97	656,25
Transporteur de pétrole brut	13,55	13,55	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>274,80</b>	<b>376,89</b>	<b>340,48</b>	<b>423,88</b>	<b>478,81</b>	<b>545,83</b>	<b>613,97</b>	<b>656,25</b>
Moins épuisement et amortissement depreciation	(150,37)	(183,85)	(188,11)	(229,00)	(272,88)	(313,43)	(352,61)	(394,47)
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>124,43</b>	<b>193,04</b>	<b>152,37</b>	<b>194,88</b>	<b>205,93</b>	<b>232,40</b>	<b>261,36</b>	<b>261,78</b>
<b>Autres éléments d'actif</b>								
Actifs d'impôt différé	9,84	4,14	15,75	15,17	14,31	12,18	7,83	5,65
Fonds entiercés	5,97	11,92	5,97	11,92	11,92	11,92	11,92	11,92
Fonds pour abandon et risques	96,55	97,40	97,34	98,17	99,00	99,84	100,69	101,55
<b>Total des autres éléments d'actif</b>	<b>112,36</b>	<b>113,46</b>	<b>119,06</b>	<b>125,26</b>	<b>125,23</b>	<b>123,94</b>	<b>120,44</b>	<b>119,12</b>
	<b>374,94</b>	<b>392,49</b>	<b>381,25</b>	<b>423,97</b>	<b>434,97</b>	<b>460,49</b>	<b>485,23</b>	<b>484,58</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>								
<b>Actif à court terme</b>								
Créditeurs et charges à payer	26,32	23,73	20,98	19,43	19,43	19,43	19,43	19,43
Impôts sur le revenu à payer	(0,90)	0,24	(0,40)	(0,40)	(0,40)	(0,40)	(0,40)	(0,40)
Obligation locative à court terme	2,06	-	-	-	-	-	-	-
À payer à l'actionnaire	0,40	0,38	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>27,88</b>	<b>24,35</b>	<b>20,98</b>	<b>19,43</b>	<b>19,43</b>	<b>19,43</b>	<b>19,43</b>	<b>19,43</b>
<b>Autres éléments de passif</b>								
Impôts sur le revenu futurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations, mise hors service d'actifs	64,68	79,34	77,89	77,94	77,68	79,09	80,61	82,25
<b>Total des autres éléments de passif</b>	<b>64,68</b>	<b>79,34</b>	<b>77,89</b>	<b>77,94</b>	<b>77,68</b>	<b>79,09</b>	<b>80,61</b>	<b>82,25</b>
<b>Capitaux propres</b>								
Bénéfices non répartis	282,38	288,80	282,38	326,60	337,86	361,97	385,19	382,90
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>282,38</b>	<b>288,80</b>	<b>282,38</b>	<b>326,60</b>	<b>337,86</b>	<b>361,97</b>	<b>385,19</b>	<b>382,90</b>
	<b>374,94</b>	<b>392,49</b>	<b>381,25</b>	<b>423,97</b>	<b>434,97</b>	<b>460,49</b>	<b>485,23</b>	<b>484,58</b>

Société de gestion Canada Hibernia  
Bilan pro forma de la situation financière  
31 décembre, 2013-2019  
millions \$ CAN

Tableau II

	2013	2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Chiffres réel	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
<b>Produits</b>								
Ventes de pétrole brut	491,79	348,20	419,38	323,08	350,14	323,61	322,91	378,03
Redevances	(135,75)	(86,00)	(112,26)	(74,32)	(91,04)	(90,61)	(87,19)	(109,63)
Participation au bénéfice net	(43,14)	(25,26)	(36,34)	(22,61)	(26,26)	(21,03)	(19,37)	(28,35)
Ventes nettes de pétrole brut	312,90	236,94	270,78	226,15	232,84	211,97	216,35	240,05
Intérêts créditeurs	1,65	1,71	2,05	1,85	1,59	1,60	1,60	1,61
Frais d'utilisation des installations	0,65	2,00	0,81	2,52	6,03	5,13	4,32	2,70
<b>Total des produits</b>	<b>315,20</b>	<b>240,65</b>	<b>273,64</b>	<b>230,52</b>	<b>240,46</b>	<b>218,70</b>	<b>222,27</b>	<b>244,36</b>
<b>Charges</b>								
Champs en exploitation	21,02	22,34	25,09	22,00	18,87	17,13	19,28	20,49
Transport	5,13	4,04	4,68	6,28	6,98	6,61	6,54	7,15
Administration	2,78	3,09	3,47	3,43	3,17	2,84	2,85	2,90
Intérêts – location-acquisition	0,09	0,02	0,03	-	-	-	-	-
Amortissement et épuisement	43,23	33,50	51,29	40,89	43,88	40,55	39,18	41,86
Augmentation, désactualisation	2,42	2,57	1,95	2,05	2,15	2,26	2,37	2,49
Autres	(2,79)	-	1,69	-	-	-	-	-
<b>Total des charges</b>	<b>71,88</b>	<b>65,56</b>	<b>88,20</b>	<b>74,65</b>	<b>75,05</b>	<b>69,39</b>	<b>70,22</b>	<b>74,89</b>
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	<b>243,32</b>	<b>175,09</b>	<b>185,44</b>	<b>155,87</b>	<b>165,41</b>	<b>149,31</b>	<b>152,05</b>	<b>169,47</b>
<b>Impôts sur le revenu</b>								
Impôts sur le revenu futurs	(5,46)	4,30	(5,91)	0,58	0,86	2,13	4,35	2,18
Impôts sur le revenu réels à court terme	74,71	45,12	57,35	42,07	46,29	40,07	38,48	45,58
Total des impôts sur le revenu	69,25	49,42	51,44	42,65	47,15	42,20	42,83	47,76
<b>Bénéfice net</b>	<b>174,07</b>	<b>125,67</b>	<b>134,00</b>	<b>113,22</b>	<b>118,26</b>	<b>107,11</b>	<b>109,22</b>	<b>121,71</b>
<b>Bénéfice non répartis</b>								
Début de l'exercice	250,31	296,13	282,38	282,38	326,60	337,86	361,97	385,19
Dividendes	(142,00)	(133,00)	(134,00)	(69,00)	(107,00)	(83,00)	(86,00)	(124,00)
<b>Fin de l'exercice</b>	<b>282,38</b>	<b>288,80</b>	<b>282,38</b>	<b>326,60</b>	<b>337,86</b>	<b>361,97</b>	<b>385,19</b>	<b>382,90</b>

Société de gestion Canada Hibernia  
États pro forma des flux de trésorerie  
Exercices terminés le 31 décembre, 2013-2019  
millions \$ CAN

Tableau III

	2013	2014	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Chiffres réel	Plan	Prévisions	Plan	Plan	Plan	Plan	Plan
<b>Operating activities:</b>								
Bénéfice de l'exercice	174,07	125,67	134,00	113,22	118,26	107,11	109,22	121,71
Amortissement et épuisement	43,23	33,50	51,29	40,89	43,88	40,55	39,18	41,86
Augmentation, désactualisation	2,42	2,57	1,95	2,05	2,15	2,26	2,37	2,49
Intérêts	(1,56)	(1,69)	(2,02)	(1,85)	(1,59)	(1,60)	(1,60)	(1,61)
Charge d'impôt sur le résultat	69,25	49,42	51,44	42,65	47,15	42,20	42,83	47,76
Profit de change latente	(0,19)	-	-	-	-	-	-	-
Obligations de démantèlement réglées	(0,90)	(2,04)	(1,35)	(2,00)	(2,41)	(0,85)	(0,85)	(0,85)
Impôt sur le résultat payé	(73,67)	(45,12)	(57,35)	(42,07)	(46,29)	(40,07)	(38,48)	(45,58)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(22,85)	23,86	8,71	0,94	-	-	-	-
	<b>189,80</b>	<b>186,17</b>	<b>186,67</b>	<b>153,83</b>	<b>161,15</b>	<b>149,60</b>	<b>152,67</b>	<b>165,78</b>
<b>Activités d'investissement</b>								
Acquisition d'immobilisations corporelles	(34,92)	(70,60)	(66,62)	(83,40)	(54,93)	(67,02)	(68,14)	(42,28)
Intérêts	1,65	1,71	2,05	1,85	1,59	1,60	1,60	1,61
Fonds entiers	-	(5,95)	-	(5,95)	-	-	-	-
Fonds, abandons et risques	(0,84)	(0,82)	(0,79)	(0,83)	(0,83)	(0,84)	(0,85)	(0,86)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(4,34)	-	-	-	-	-	-	-
	<b>(38,45)</b>	<b>(75,66)</b>	<b>(65,36)</b>	<b>(88,33)</b>	<b>(54,17)</b>	<b>(66,26)</b>	<b>(67,39)</b>	<b>(41,53)</b>
<b>Activités de financement</b>								
Dividendes versés à la CDEV	(142,00)	(133,00)	(134,00)	(69,00)	(107,00)	(83,00)	(86,00)	(124,00)
Intérêts payés	(0,09)	(0,02)	(0,03)	-	-	-	-	-
Paiements d'obligations locatives	(1,50)	-	-	-	-	-	-	-
	<b>(143,59)</b>	<b>(133,02)</b>	<b>(134,03)</b>	<b>(69,00)</b>	<b>(107,00)</b>	<b>(83,00)</b>	<b>(86,00)</b>	<b>(124,00)</b>
<b>Évolution de l'encaisse</b>	<b>7,76</b>	<b>(22,51)</b>	<b>(12,72)</b>	<b>(3,50)</b>	<b>(0,02)</b>	<b>0,34</b>	<b>(0,72)</b>	<b>0,25</b>
<b>Encaisse au début de l'exercice</b>	<b>68,97</b>	<b>82,79</b>	<b>76,73</b>	<b>64,01</b>	<b>60,51</b>	<b>60,49</b>	<b>60,83</b>	<b>60,11</b>
<b>Encaisse à la fin de l'exercice</b>	<b>76,73</b>	<b>60,28</b>	<b>64,01</b>	<b>60,51</b>	<b>60,49</b>	<b>60,83</b>	<b>60,11</b>	<b>60,36</b>